pays comme imminente et la nécessité du contrôle des dépenses et des recettes de l'Etat.

Mais le gouvernement avait toujours peur du Parlement populaire élu, bien qu'il lui fallut quelqu'un pour partager la responsabilité de l'état financier de la monarchie. Il se tira d'affaire en se reportant au manifeste impérial du 4 mars 1868, qui avait dissout le Parlement de Kremsier et proclamé une nouvelle Constitution. Le Reichsrat, établi par cette Constitution était un corps consultatif, dont les membres étaient nommés par le souverain et qui donnait son avis au gouvernement lorsque celui-ci le lui demandait. Ce corps était devenu à l'époque absolutiste exclusivement un conseil personnel du monarque et de la Couronne. Il était aussi le seul organe — bien qu'il ressemblât très peu aux institutions parlementaires — qui fût resté de l'ancienne Constitution pendant la période d'absolutisme. Il reliait ainsi directement l'année 1860 à l'époque révolutionnaire. A ce conseil personnel de la Couronne qui n'avait primitivement que onze membres réguliers, on en ajouta quarante-sept autres, irréguliers, et ce corps nouveau devint ce qu'on appela plus tard le Reichsrat renforcé. C'est de ce Reichsrat renforcé, nommé par l'empereur, et n'ayant qu'un pouvoir consultatif qu'est sorti le nouveau constitutionnalisme autrichien.

Ce Reichsrat, suivant l'opinion de ses membres, n'était pas un corps représentatif, mais un conseil personnel de la Couronne. Il était purement consultatif, principalement dans les affaires financières. Mais, peu à peu, sa compétence s'élargit et il fut forcé de délibérer notamment sur les affaires législatives et surtout sur les réformes constitutionnelles, sans lesquelles